

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

# Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 20 FÉVRIER 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA  
Stratège en chef du marché

## Un optimisme toujours nauséux

« Rien n'est permanent, sauf le changement. »

– Heraclitus

**Le fil conducteur :** Les 12 derniers mois ont été marqués par une avalanche de changements pour les investisseurs, les consommateurs et les entreprises. On nous demande d'absorber d'importantes modifications de politiques macroéconomiques (commerce, immigration, emploi, réglementation, imposition), alors qu'en même temps, les avancées technologiques rapides nous forcent à repenser nos activités quotidiennes, même les plus basiques. Autant de transformations menées sur tous les fronts peuvent être extrêmement déroutantes. Mais avec une mentalité adaptée, elles peuvent aussi être extrêmement exaltantes, parce qu'elles jettent les bases de la croissance et de nouvelles occasions.

### Que se passe-t-il vraiment sur les lignes de front?

En début de semaine, nous avons eu l'occasion d'assister une fois de plus à la conférence de leadership hivernale de l'association Women in Manufacturing à Clearwater Beach, en Floride. Pendant ces quelques jours, les dirigeantes et dirigeants de certains des principaux producteurs mondiaux ont approfondi une foule de défis et d'occasions qui se présentent à leurs entreprises. Cette année, l'accent a été mis sur le degré de préparation de la main-d'œuvre, ainsi que sur le développement et le déploiement de nouvelles technologies et de nouveaux processus. Face à des titres de l'actualité de plus en plus stressants en ce qui a trait à l'IA, à l'automatisation, à l'évolution des politiques commerciales, etc., c'était formidable d'avoir l'occasion de prendre la température de ce qui se passe réellement sur le terrain. **INDICE : L'IA ne va PAS prendre votre travail, mais elle pourrait bien en faire partie, si ce n'est déjà le cas. Le temps est venu de mettre de l'ordre dans vos idées, et vos compétences.**

À la conférence de l'an dernier, l'administration du président Donald Trump avait à peine un mois. Les enjeux commerciaux étaient déjà une grande préoccupation, tout comme le DOGE, les menaces pesant sur le nombre de travailleurs en raison de l'évolution de la politique d'immigration, et la menace existentielle posée par les nouvelles technologies en évolution rapide (p. ex., DeepSeek, les robots humanoïdes). Au lendemain de l'événement de l'an dernier, nous avons fait part de nos observations (PSH - Un optimisme nauséux) sur les nombreux leviers que les dirigeantes et dirigeants avaient prévus actionner pour aider leurs entreprises à s'ajuster. À bien des égards, les sociétés ont généralement assez bien réussi à surmonter les nombreux défis de l'année :

- Le S&P 500 a pris plus de 17 % en 2025 et flirte toujours avec des sommets historiques. Et de nombreuses bourses mondiales ont progressé avec encore plus d'agilité : l'indice MSCI Monde tous pays a enregistré plus de 20 % de croissance en 2025.
- La croissance du PIB réel américain est de l'ordre de 3 % à 4 %, et les prévisions de croissance mondiale sont meilleures que prévu initialement (en particulier après le Jour de la libération).

- L'inflation marque le pas (même si elle n'est pas entièrement redescendue à la cible de 2 % de la Fed).
- Le taux de chômage global aux États-Unis est à peine au-dessus de 4 %.
- Les taux de rendement du marché obligataire sont relativement stables sur douze mois.
- La croissance globale des bénéfices de l'indice S&P 500 est de l'ordre de 10 % à 15 %.

**Félicitations aux sociétés pour leur résilience et leur adaptabilité, alors qu'il leur manquait la clarté, indispensable nous a-t-on répété, pour aller de l'avant.**

### Le secteur manufacturier : le cœur de la cible

Le président Trump a fait campagne en promettant de ramener le secteur manufacturier aux États-Unis. L'érosion de la production intérieure s'est déroulée sur plusieurs décennies au rythme de divers accords commerciaux favorisant la production dans des pays où le coût du travail était moins élevé, où les infrastructures étaient plus développées sur le plan technique et/ou les secteurs industriels étaient parfois fortement subventionnés par des États soucieux de développer une expertise susceptible d'aider leurs citoyens à sortir de la pauvreté et à accéder à une classe moyenne plus durable. Les consommateurs nord-américains ont pu accéder à davantage de biens qui étaient également moins chers. Cependant, cette évolution s'est faite à un certain prix : des prouesses manufacturières majeures ont été déplacées lorsque les usines ont fermé leurs portes et que la production a été envoyée sur d'autres marchés. La pandémie et les difficultés de la chaîne d'approvisionnement de ces dix dernières années ont souligné l'importance d'avoir une expertise de base dans des secteurs stratégiques (comme les produits pharmaceutiques, la défense, les matières premières, les produits chimiques, les semi-conducteurs et les batteries) sur le sol nord-américain.

Bon nombre des nouvelles politiques de l'administration Trump ont mis les fabricants directement dans la ligne de mire, avec à la fois des conséquences positives et plus difficiles (du moins à court terme).

Les relations commerciales traditionnelles et les habitudes d'importation/exportation ont été perturbées. Cependant, d'importants avantages fiscaux ont été instaurés par la loi One Big Beautiful Bill (OBBA) et une foule de mesures de déréglementation ont contribué à éliminer les obstacles au progrès.

## « Parce que les temps changent ». *Et vite.*

Après la multitude de mesures prises au cours des 12 derniers mois, de nombreuses sociétés cherchent toujours à déterminer la voie à suivre à long terme, alors que de nombreux éléments clés demeurent incertains. L'emploi dans le secteur manufacturier n'a pas encore montré de signes de reprise – ce qui, si l'on est réaliste, n'est pas surprenant, étant donné qu'il faut plus d'une semaine ou deux pour prendre des décisions dont les conséquences vont s'étendre sur des décennies (et/ou pour dénouer d'autres décisions qui ont pris des décennies). Cela ne veut pas dire que les sociétés restent les bras croisés. D'après les nombreuses discussions tenues tout au long de la conférence de cette semaine, il est clair qu'elles se livrent, dans les coulisses, à d'importants efforts de planification et de réflexion stratégique.

**Pourtant, nous avons été frappés par un thème central qui ressort de pratiquement toutes les séances et discussions : le déploiement rapide de nouvelles technologies, dont l'automatisation (robotique, VA), et surtout l'IA. Nous avons observé un changement clair entre les explorations plutôt timides de l'an dernier, et les essais et la mise en œuvre à grande échelle d'aujourd'hui.**

Rien qu'à regarder le rythme d'adoption sans précédemment, on ne devrait sans doute pas être si surpris du déploiement rapide de l'IA. ChatGPT a atteint son premier million d'utilisateurs cinq jours après son lancement en novembre 2022, et 10 millions à peine un mois plus tard. Dans l'ensemble, on estime qu'il y a maintenant plus d'un milliard d'utilisateurs et environ 100 à 200 millions d'utilisateurs actifs quotidiens. Il a fallu plus de dix ans à la télévision pour atteindre 10 millions d'unités, tandis que l'iPhone est arrivé à ce niveau en trois ans et demi, ce qui est relativement rapide<sup>ii,iii</sup>.

Pour le moment, il existe trois principaux types d'IA : l'IA classique (recommandations améliorées/recherche approfondie et rapide); l'IA générative (pour discuter); et l'IA agentique (programmes coordonnés qui rassemblent plusieurs sources de données pour accomplir un ensemble de fonctions, comme l'examen de votre calendrier, de vos courriels, de vos messages téléphoniques et de votre système de stockage de notes, afin de générer des listes de tâches précises, des demandes de réunion, des courriels et des résumés d'actualités pour bien démarrer votre journée).

Un certain nombre de participants à la conférence de cette année étaient très avancés dans l'élaboration, la mise à l'essai et, dans de nombreux cas, le lancement de systèmes d'IA sophistiqués pour diverses fonctions (RH, planification, production d'information utile pour la gestion, service à la clientèle, formation des employés, refonte de sites Web, facturation/maximisation de la clientèle/campagnes de vente, diagnostic et maximisation des machines d'atelier).

Les entreprises ont fait remarquer qu'elles avaient des dizaines, voire des centaines, d'agents d'IA à divers stades de développement et de déploiement. Leur dénominateur commun : repérer des tâches répétitives, routinières et reproductibles pouvant être « automatisées » par l'IA, ce qui permettrait aux travailleurs d'accomplir des tâches créatives et interactives de plus haut niveau. **REMARQUE : l'accent a toujours été mis sur la recherche de moyens pour améliorer – et non remplacer – les travailleurs.**

L'intégration active de l'IA et d'autres technologies nécessitera sans aucun doute une révision et un remaniement des descriptions de postes, mais elle vise à *donner plus de moyens* aux humains, et *non à les remplacer*.

Parmi les facteurs de validation de la mise en œuvre de l'IA, mentionnons le fait de surmonter les obstacles réglementaires tout en répondant à la nécessité de verrouiller et de protéger les renseignements et les processus sensibles ou relatifs aux marques de commerce. Les renseignements exclusifs ne peuvent pas être simplement envoyés dans Claude ou ChatGPT, par exemple, parce qu'ils se retrouvent alors dans le domaine public, sous le contrôle d'Anthropic ou d'OpenAI.

## Répercussions pour la main-d'œuvre

La peur, le scepticisme et le malaise des salariés constituent un autre défi quant au rythme de mise en œuvre. Dans une présentation donnée par Deloitte, on peut lire que **93 % des dépenses en IA à ce jour ont été consacrées aux outils et aux technologies, alors que seulement 7 % de ces dépenses ont été affectées à la gestion du changement, au perfectionnement professionnel ou à la formation** à la nouvelle technologie. En substance, les sociétés mettent rapidement l'IA à disposition des travailleurs, mais leur laissent le soin de trouver comment l'utiliser. Face à un vide d'information, les humains optent souvent pour les scénarios les plus pessimistes, surtout lorsqu'on leur martèle dans les médias que l'IA va prendre leur emploi. **Les dirigeantes et dirigeants ont insisté sur le besoin d'esprit critique, de curiosité et d'intelligence émotionnelle, sur la nécessité de coordonner/superviser de nombreuses tâches de manière stratégique, et sur l'indispensable capacité à mener une réflexion globale.** Fondamentalement, ils recherchent des employés qui peuvent évaluer la forêt plutôt que de s'occuper de quelques essences d'arbres (même s'ils doivent en savoir suffisamment sur ces essences pour s'assurer que l'IA s'en occupe correctement). D'ailleurs, il a été noté que les employés qui s'orientent vers de telles activités sont distingués au sein de leur entreprise et on leur propose souvent de participer à la prise de décision.

## Répercussions économiques pour 2026 et au-delà

En plus de l'IA, le déploiement de l'automatisation, de la robotique, des véhicules autonomes et d'autres appareils permettant d'économiser de la main-d'œuvre se poursuit. L'utilisation de ces technologies a augmenté grâce au resserrement des marchés de l'emploi, déjà à l'œuvre avant la pandémie. Le déploiement technologique demande évidemment un capital initial, mais les périodes de remboursement devraient être facilitées par un traitement fiscal plus favorable en vertu de l'OBBA. On peut arguer, à raison, que ce déploiement permet une meilleure utilisation du capital humain, ce qui entraîne une croissance désinflationniste, un peu comme ce qui s'est passé de 1995 à 2000 (ou peut-être même au cours de cette période « sous perfusion » que nous avons connue?). Le débat actuel des économistes consiste à savoir si les avantages iront aux travailleurs ou aux sociétés, ou peut-être à une combinaison des deux. L'avenir le dira. **Bilan : les répercussions de la mise en œuvre des technologies laissent entrevoir la possibilité d'une conjugaison miraculeuse de croissance plus rapide et de productivité moins inflationniste.**

## Répercussions pour les investisseurs

Le changement peut être tout à la fois terrifiant et exaltant – un peu comme cette sensation nauséuse que l'on a en arrivant au sommet de la première rampe dans des montagnes russes. En tant qu'investisseurs, nous avons été particulièrement encouragés par le fait que de nombreuses sociétés ont passé outre cette sensation pour intégrer avec optimisme les innovations et les nouvelles méthodes. Bien qu'il reste encore beaucoup de tri à faire pour arriver à un modèle viable, cet élan semble orienté dans la bonne direction pour celles et ceux qui sont prêts à monter dans le train.

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

### Cette semaine

**Les probabilités d'une réduction des taux à la réunion de mars de la Réserve fédérale américaine (Fed) continuent de diminuer** – Le rapport de la semaine dernière sur les emplois non agricoles a montré que la croissance du marché de l'emploi était plus élevée que prévu, tandis que les données sur l'inflation des prix à la consommation pour décembre ont été inférieures aux prévisions consensuelles de Wall Street. Les commentaires subséquents des membres de la Fed ont renforcé l'opinion selon laquelle le taux directeur restera inchangé à court terme. Le président de la Fed de Kansas City, Jeffrey Schmid, a averti que la demande des consommateurs continue de surpasser l'offre, ce qui signifie que l'économie pourrait faire face à de nouvelles pressions inflationnistes qui s'intensifieraient probablement si les réductions de taux reprenaient trop tôt. La présidente de la Fed de Dallas, Lorie Logan, a déclaré la semaine dernière que la politique monétaire est actuellement en bonne position pour offrir à la banque centrale des options en réaction aux changements qui se produisent sur le marché de l'emploi ou au niveau de l'inflation. Le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, se montre ouvert à de nouvelles réductions de taux cette année si l'inflation s'avère temporaire, mais pour le moment, l'inflation dans le secteur des services demeure un point à surveiller. Il se méfie également des réductions de taux anticipées. Le gouverneur de la Fed, Michael Barr, a fait remarquer que, même si les deux volets du double mandat de la Fed ont progressé, il est prudent de laisser les taux inchangés pendant un certain temps. Cette position donnerait l'occasion d'évaluer les données entrantes et en évolution. Peut-être qu'une pause de quelques mois de plus permettra de réduire les taux si Kevin Warsh préside sa première réunion du Federal Open Market Committee en juin.

**Des lueurs d'espoir pour le secteur manufacturier américain?** – Le sondage sur la fabrication dans l'État de New York a indiqué que les entreprises de la région sont de plus en plus optimistes à l'égard des perspectives des entreprises. Les nouvelles commandes et les heures travaillées ont augmenté par rapport à janvier. Cela s'est traduit par une amélioration des plans d'embauche et de dépenses en immobilisations, laissant croire que le secteur manufacturier pourrait enfin rebondir après son long repli. Les données de la Fed de New York sont conformes à celles de la plus récente enquête de l'Institute for Supply Management (ISM), qui montre le rythme d'expansion le plus rapide du secteur manufacturier depuis 2022, ainsi qu'une croissance des nouvelles commandes et de la production. Les données de la semaine dernière sur les emplois non agricoles ont révélé de modestes gains d'emplois dans le secteur manufacturier pour un deuxième mois consécutif. Des préoccupations inflationnistes persistent – Les répondants au sondage dans l'État de New York prévoient que les prix payés et reçus augmenteront au cours des prochains mois. Une reprise durable du secteur manufacturier est loin d'être assurée, mais les signes positifs nous laissent présager des jours meilleurs.

**L'administration Trump a rejeté le constat de mise en danger de l'Agence de protection de l'environnement (EPA)** – Elle a qualifié cette intervention de « mesure de déréglementation la plus importante de l'histoire des États-Unis ». En 2007, la Cour suprême a statué que l'EPA devait évaluer si les gaz à effet de serre mettaient en péril la santé ou le bien-être public et, le cas échéant, elle devait réglementer ces polluants atmosphériques en vertu de la Clean Air Act de 1970. L'EPA a ensuite procédé à un examen officiel. Cela a donné lieu au Constat de mise en danger de 2009 (2009 Endangerment Finding) concluant que six gaz à

effet de serre menaçaient la santé et le bien-être humains, et entraînant une réglementation obligatoire en vertu de la loi. Cette détermination est devenue le fondement de la politique moderne sur les émissions. Les secteurs de l'automobile, de l'électricité et de l'industrie ont été les plus durement touchés par la hausse des coûts de conformité en raison du resserrement des normes. Le président Trump a qualifié le Constat de mise en danger de « désastreux » et « sans fondement ». Le secrétaire aux affaires intérieures, Doug Burgum, a déclaré que cette mesure visant à réduire les formalités administratives « permettra de libérer l'énergie aux États-Unis et de rendre tout plus abordable ». Dans l'état actuel des choses, l'EPA n'appliquerait plus de normes d'émissions, ce qui annulerait la réglementation antérieure. L'affaire sera maintenant portée au tribunal pour une longue bataille juridique, les précédents de la Cour suprême étant toujours en place. Les sociétés touchées devront évaluer le risque qu'une administration future remette en place des normes d'émissions lors de l'élaboration des politiques stratégiques.

**Le taux d'inflation au Canada ralentit** – En janvier, le taux d'inflation de 2,3 % était inférieur aux attentes, étant resté stable par rapport au mois précédent (ou en légère hausse de 0,1 % après désaisonnalisation). Compte tenu du congé temporaire de la TPS l'an dernier, le taux d'inflation annuel dépasserait légèrement la cible de 2,0 % de la Banque du Canada (à 2,05 %, pour être précis). Les mesures de base ont également été encourageantes : l'inflation médiane a reculé de 0,1 % pour s'établir à 2,5 % et l'inflation tronquée a chuté de 0,3 % pour s'établir à 2,4 %, la moyenne des deux correspondant au plus bas taux enregistré en près de cinq ans. Dans l'ensemble, il s'agit d'un résultat encourageant pour la Banque du Canada, car l'inflation s'approche enfin de la cible de 2 % de façon plus générale. Il reste encore du pain sur la planche pour ce qui est de l'inflation de base, mais les mesures à plus court terme ralentissent sensiblement. La banque a tout de même indiqué très clairement que la barre est haute pour réduire les taux une fois de plus et elle continue d'insister sur le fait que la politique monétaire ne peut pas corriger les chocs de l'offre. Malgré tout, si l'inflation continue de ralentir, la banque pourrait être en mesure de soutenir l'économie si la croissance devait vraiment éprouver des difficultés pendant le changement structurel.

**Perspectives économiques du Canada** – L'économie canadienne a probablement évité une récession en 2025 en raison de l'exonération tarifaire de la plupart des biens expédiés aux États-Unis, des politiques budgétaires et monétaires favorables et de la remontée de 28 % de l'indice TSX. Le groupe Études économiques BMO s'attend à une croissance plus forte (1,8 %) en 2026, en supposant qu'il n'y aura pas de mauvaises surprises sur le plan commercial. Pour 2026, l'hypothèse essentielle est que l'examen de l'AEUMC se poursuivra au-delà de cette année, ce qui gardera les États-Unis dans l'accord et préservera la dispense de conformité pour la plupart des biens canadiens. Les enjeux potentiels à discuter comprennent la gestion de l'offre, ainsi que la Online Streaming Act et la Online News Act. Cet examen pourrait mener à une réduction de certains droits de douane sectoriels, notamment la taxe à l'importation de 50 % sur l'acier, l'aluminium et certains produits de cuivre, et abaisser le taux tarifaire moyen des États-Unis sur les importations canadiennes, qui est actuellement d'environ 7 %. À part quelques secteurs durement touchés, l'économie s'ajustera en grande partie au niveau inférieur des exportations. Les déficits budgétaires combinés devraient s'élever à près de 4 % du PIB au cours du présent exercice, soit plus de deux points de pourcentage au-dessus du niveau de l'exercice 2024-2025. Les initiatives fédérales visent à donner un élan aux investissements en accélérant

les projets d'infrastructure, d'exploitation minière et d'énergie, tout en rétablissant, de manière intégrale et immédiate, les déductions pour dépenses en immobilisations, et en soutenant les secteurs touchés par les droits de douane. Le taux de chômage a légèrement baissé au cours de la dernière année et s'est établi à 6,5 % en janvier. Il pourrait toutefois augmenter à court terme avant de fléchir à cause de l'amélioration de l'activité économique et du ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre (causé par les restrictions en matière d'immigration). Le dollar canadien devrait encore s'apprécier, à 1,333 \$ CA (0,752 \$ US), d'ici la fin de l'année, car les baisses de taux de la Fed réduiront les écarts de taux obligataires dans les deux pays.

**Les gouverneurs de la Fed discutent de l'incidence potentielle de l'IA sur leurs délibérations** – Dans ses commentaires passés, le nouveau président de la Fed, Kevin Warsh, a laissé entendre qu'à son avis, l'IA entraînera des gains de productivité, qui à leur tour, stimuleront la croissance économique avec moins de pression inflationniste. Il a suggéré que les taux pourraient être abaissés de façon proactive en prévision de ces gains. Mardi, le gouverneur de la Fed, Michael Barr, a déclaré dans un discours devant la New York Association of Business Economics que les répercussions à long terme de l'IA seraient « probablement profondément positives, mais pourraient grandement perturber les marchés de l'emploi à court terme ». L'IA peut être adoptée rapidement, a-t-il souligné, « stimulant la croissance de la productivité, mais laissant moins de temps aux travailleurs, aux entreprises et à l'économie pour s'adapter à ces changements. » L'incidence de l'IA générative sur les marchés de l'emploi est difficile à déterminer et pourrait s'avérer positive ou négative; les progrès pourraient également être limités par l'ampleur même des investissements requis. M. Barr fait remarquer que la politique monétaire est inadéquate pour gérer les changements structurels au sein de la main-d'œuvre. Une croissance plus forte de la productivité alimentée par l'IA accroît le taux de croissance potentiel de l'économie sans nécessairement ajouter des pressions inflationnistes, ce qui pourrait soutenir un taux directeur d'équilibre plus élevé, tandis que des investissements à court terme dans les infrastructures d'IA pourraient s'avérer inflationnistes. Dans les deux cas, « l'essor de l'IA n'est probablement pas un motif pour abaisser les taux directeurs ». L'amélioration du potentiel de croissance ne se traduit pas automatiquement par un assouplissement de la politique monétaire dans le contexte d'inflation actuel.

## La semaine prochaine

Peu de données seront publiées la semaine prochaine par rapport aux nombreuses publications de cette semaine. Les quelques rapports sur le secteur manufacturier américain et canadien, et le PIB du Canada vendredi, sont les principaux points à surveiller.

**Lundi 23 février** – Commandes des usines aux États-Unis

**Mardi 24 février** – Stocks des grossistes, confiance des consommateurs et discours sur l'état de l'Union du président Trump aux États-Unis

**Mercredi 25 février** – Ventes du secteur manufacturier au Canada

**Judi 26 février** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi aux États-Unis | Ventes en gros au Canada

**Vendredi 27 février** – Indice des prix à la production et dépenses de construction aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et PIB au Canada

## Fiche des données au 18 février 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 18 février 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 881	0,7 %	0,7 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	22 754	0,9 %	-2,1 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 663	0,3 %	3,5 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 644	0,6 %	8,0 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 390	1,0 %	5,5 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 525	0,8 %	8,7 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	853	0,4 %	11,2 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,1 %	1,2 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,1 %	1,0 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,0 %	1,2 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,2 %	0,9 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	1,7 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,1 %	1,7 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,2 %	1,5 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,0 %	1,6 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'état						
	18 février 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,08 %	4,24 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,23 %	3,42 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,37 %	4,52 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,74 %	2,84 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,14 %	2,24 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 18 février 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	97,70	0,8 %	-0,6 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,6 %	0,2 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	66 305,35 \$	-3,7 %	-24,4 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 977,56 \$	-1,3 %	15,2 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	65,19 \$	3,7 %	13,5 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

<sup>i</sup> Nombre d'utilisateurs de ChatGPT (janvier 2026) (page en anglais seulement)

<sup>ii</sup> Temps nécessaire à la télévision, au câble, à l'iPhone, et à l'IA pour atteindre 10 millions d'utilisateurs - Recherche Google en anglais

<sup>iii</sup> État de l'IA à l'échelle de l'organisation – Rapport sur l'IA de 2026 | Deloitte, États-Unis (page en anglais seulement)